

PLAN DE RÉPONSE HUMANITAIRE

CYCLE DE
PROGRAMME HUMANITAIRE
2023
PUBLIÉ EN AVRIL 2023

L'essentiel

HAÏTI



Aperçu du Plan de Réponse

PERSONNES DANS LE BESOIN	PERSONNES CIBLÉES	FONDS REQUIS (US\$)
5,2M	3,2M	719,9M

Une réponse axée sur ...

Une assistance multisectorielle et intégrée pour couvrir les besoins vitaux et améliorer les conditions de vie des personnes vulnérables dans un environnement protecteur.

La résilience des populations à travers des actions de préparation aux chocs.

Réponse planifiée par secteur

Secteur	Personnes dans le besoin	Personnes ciblées	■ Besoin □ Cible	Fonds requis (USD)
Sécurité alimentaire	4,9M	2,4M	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 50%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$420M <div style="width: 50%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Eau, hygiène et assainissement	3,3M	1,6M	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 50%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$64,4M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Abris/BNA	4,2M	405K	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 2%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$57,8M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Education	4,0M	1,6M	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 20%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$50M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Protection	1,9M	1,2M	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 30%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$42,1M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
<div style="border: 1px solid orange; padding: 5px; width: fit-content; margin: 0 auto;"> <ul style="list-style-type: none"> Protection Générale Protection de l'enfant Protection des Migrants Violence basée sur le genre (VBG) </div>				
Nutrition	779k	779k	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 100%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$31,7M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Santé	4,5M	1,8M	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 40%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$30,7M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
CCCM	201k	108k	<div style="width: 100%; height: 10px; background-color: blue; margin-bottom: 2px;"></div> <div style="width: 5%; height: 10px; background-color: orange;"></div>	\$3,3M <div style="width: 5%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Logistique	-----	-----		\$15,8M <div style="width: 10%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>
Coordination	-----	-----		\$4,1M <div style="width: 5%; height: 10px; background-color: orange; margin-left: 20px;"></div>

Contexte, Impact des chocs et analyse des besoins

Depuis 2021, les gangs ont refermé progressivement leur étau sur Port-au-Prince, où les meurtres, prises d'otage et viols se produisent au quotidien. Les gangs étendent désormais leur influence au-delà de Port-au-Prince, y compris dans les zones du nord considérées comme le grenier à blé du pays, à un moment où près de la moitié de la population ne mange pas à sa faim. L'insécurité croissante continue de pousser des milliers de personnes hors de leurs foyers, paralyse le fonctionnement des services de base et risque d'annuler les acquis obtenus dans la lutte contre l'épidémie de choléra déclarée le 2 octobre 2022.

Contexte politico-socio-économique.

Depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en juillet 2021, Haïti est confronté à une impasse politique et sécuritaire dans un contexte de récession économique pour la troisième année consécutive. L'inflation dépasse les 48 pour cent du PIB. Depuis, la Gourde Haïtienne a perdu près de 65 pour cent de sa valeur. Selon la Banque Mondiale, près de 90 pour cent des Haïtiens vivent sous le seuil de pauvreté, parmi eux près du tiers est en situation de pauvreté extrême (2,15\$/jour). La cherté de la vie, l'insécurité, la pénurie de carburant et l'annonce de la suppression des subventions sur les carburants par le gouvernement à la mi-septembre 2022 ont donné lieu à des manifestations massives, parfois violentes, et le blocage, durant plusieurs mois, du principal terminal pétrolier d'Haïti par les gangs. Ce blocus a paralysé l'activité économique et sociale, limitant l'accès aux services de base aux populations, entravant les opérations d'assistance et créant des difficultés considérables d'accès humanitaire.

Plus de 300 gangs en Haïti, dont 100 à 150 pour la seule Zone Métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP).

Depuis plus de 20 ans, des gangs occupent certaines parties d'Haïti. Au nombre d'au moins 300, dont plus de la moitié dans la Zone métropolitaine de Port-au-Prince (ZMPP), leurs agissements sont nourris par des intérêts politiques, économiques et sécuritaires. L'emprise des gangs s'est renforcée à partir de 2021, jusqu'à encercler Port-au-Prince dont ils contrôlent ou influencent 80 pour cent du territoire selon OCHA, à travers des tactiques sophistiquées et l'émergence de coalitions très puissantes. Les affrontements entre gangs pour le contrôle de territoire et avec la Police

Nationale Haïtienne (PNH) ont instauré un climat de peur permanent. La majorité de la population de la capitale est directement touchée par la violence et voit sa liberté de mouvement et d'accès aux services de base restreinte.

Une grave crise de protection.

La violence sexuelle a atteint des niveaux alarmants, le viol étant utilisé par les gangs comme une arme de terreur et de subjugation des populations. Les exactions et activités criminelles des gangs ont atteint des niveaux sans précédent. Selon le Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH), 1 119 enlèvements ont eu lieu en 2022, soit trois enlèvements par jour. Au cours du premier trimestre 2023, au moins 807 personnes ont été tuées/lynchées (plus de 107 pour cent par rapport au dernier trimestre de 2022), 746 blessées (plus de 114 pour cent) et 627 kidnappées (plus de 125 pour cent). Le Système d'Information Sanitaire Unique (SISNU) a répertorié, 16 470 incidents de violences basées sur le genre en 2022.

La crainte de la stigmatisation ou de représailles ainsi que l'absence de présence policière dans certains quartiers et les déficiences du système judiciaire empêchent les victimes d'obtenir justice. Par ailleurs, nombreux(es) sont les survivant(e)s qui ne reçoivent pas d'accompagnement ou de soins par manque de structure à proximité et en raison des coûts de transport prohibitifs. Les enfants sont particulièrement touchés par la dégradation abrupte de la situation sécuritaire, économique et sociale,

notamment ceux vivant dans les zones sous l'emprise des gangs et les enfants rapatriés.

La moitié de la population est en insécurité alimentaire sévère (IPC 3+).

Haïti présente l'un des niveaux d'insécurité alimentaire les plus élevés au monde, avec près de la moitié de la population en insécurité alimentaire sévère. Selon les résultats de l'Integrated Food Security Phase Classification (IPC) pour la période allant de mars à juin 2023, 18 pour cent de la population analysée est classée en Phase 4 de l'IPC (Urgence) et 31 pour cent en Phase 3 de l'IPC (Crise) soit 49 pour cent de la population qui a besoin d'une action urgente pour protéger des vies et sauver des moyens d'existence. Une légère amélioration est enregistrée dans la zone de Cité Soleil qui, sur la dernière analyse, présentait 5 pour cent de sa population (soit près de 20.000 personnes) en Phase 5 de l'IPC (Catastrophe). L'assistance alimentaire humanitaire, qui sur les derniers mois a atteint 30 pourcents de la population ciblée de Cité Soleil a été un élément de mitigation très importante. Si la prévalence de la Malnutrition Aiguë Sévère (MAS) est estimée à 2,1 pour cent, la zone métropolitaine de Port-au-Prince présente une situation particulièrement alarmante avec une prévalence de MAS proche de 3 pour cent.

Un accès aux services de santé compromis.

L'accès aux soins est une préoccupation particulièrement importante pour les Haïtiens et les Haïtiennes alors que le pays connaît une résurgence du choléra. Après deux premiers cas déclarés dans la ZMPP le 2 octobre 2022, l'épidémie s'est rapidement propagée à l'ensemble du pays, atteignant plus de 35 000 cas suspects en mars 2023. Plus de la moitié des cas concernent des enfants. Malgré des difficultés logistiques liées à la présence des gangs, aux pénuries de carburant à répétition, et au manque de personnel qualifié en raison d'un exode massif du personnel de santé et du manque d'intrants qui affecte 73 pour cent des 22 plus grandes structures de santé le gouvernement haïtien, le personnel de santé et leurs partenaires sont toutefois parvenus à ralentir la courbe épidémiologique.

Un quart des ménages du pays utilisent des sources d'eau non améliorées pour la boisson.

L'accès à l'eau potable et aux services d'hygiène et d'assainissement de base en Haïti est très faible, notamment en milieu rural et périurbain où vit la majorité de la population. Seuls 55 pour cent des ménages ont accès aux services basiques d'eau potable et 61 pour cent des ménages n'ont pas accès à des latrines améliorées. L'accès à l'eau potable demeure un défi et une cause majeure de la propagation du choléra.

Les violences ont contraint des milliers de personnes à fuir leurs logements.

L'augmentation de la violence dans la Zone Métropolitaine de Port-au-Prince a poussé près de 128 000 personnes à se déplacer hors de leurs foyers. Plus de 2 500 personnes sont encore déplacées dans le Sud et la Grand'Anse à la suite du tremblement de terre d'août 2021. Selon le Displacement Tracking Matrix (DTM), 62 pour cent des personnes déplacées internes (PDI) des suites des violences urbaines ont trouvé refuge dans des communautés hôtes dont les conditions de vie ont également été fortement bouleversées. Au mois de décembre 2022, les violences des gangs ont dépassé les seules frontières de la ZMPP, pour s'étendre au département de l'Artibonite, provoquant le déplacement dans la région de près de 8 500 individus.

Le désespoir pousse de plus en plus de personnes à quitter le pays, tandis que les rapatriements forcés se poursuivent.

Selon les données de l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), dès le mois de juillet 2022, le nombre de rapatriés par voies aérienne et maritime avait dépassé celui enregistré pour l'ensemble de l'année 2021. Les retours forcés depuis la République dominicaine ont été particulièrement importants en 2022, avec 154 333 personnes rapatriées. Les conditions de rapatriement ont été extrêmement sévères, les droits humains n'ayant pas été respectés. Des cas d'enfants non accompagnés portant encore leurs uniformes d'écoliers et des déportations d'Haïtiens disposant pourtant de leurs papiers d'identité et théoriquement en règle avec les lois en matière de migration légale ont été rapportés. En septembre 2022, les troubles sociaux et

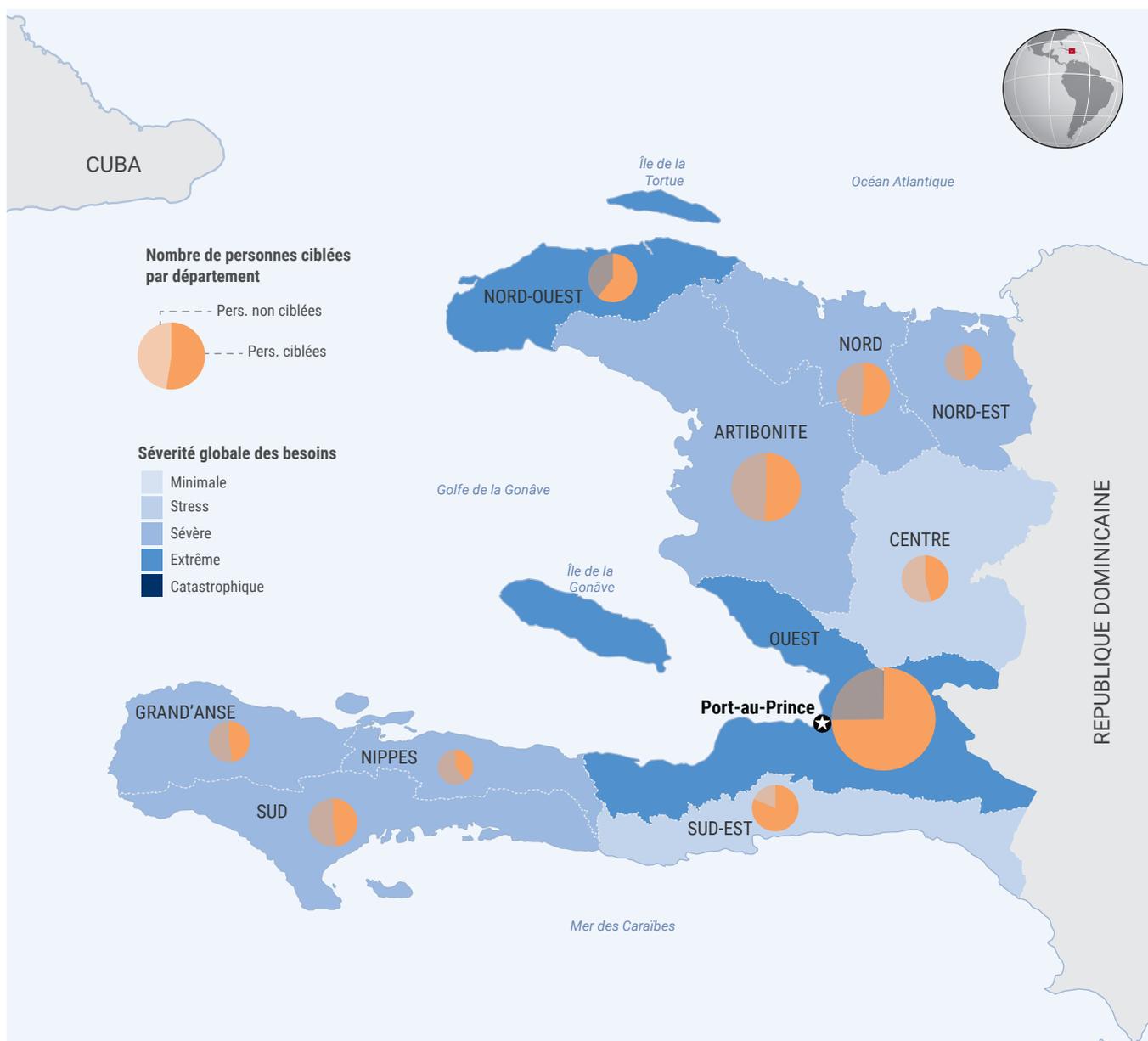
l'intensification des activités des gangs ont poussé de nombreux pays à arrêter les rapatriements car les conditions ne permettaient pas un retour sûr et durable dans le pays.

Multiplication par neuf des actes de violence contre les écoles.

Selon UNICEF, les fusillades, les saccages, les pillages et les enlèvements d'enseignants et d'élèves, se sont multipliés par neuf en un an. Au cours des quatre premiers mois de l'année scolaire (d'octobre 2022 à février 2023), 72 écoles auraient été prises pour cible, contre huit au cours de la même période

l'année précédente. Dans les départements du sud, les efforts de reconstruction des 1 250 écoles détruites lors du tremblement de terre du 14 août 2021 ont été entravés par les difficultés logistiques liées aux activités des gangs et à la crise du carburant. Le contexte économique et sécuritaire dégradé et les tensions sociales ont conduit au report de la rentrée scolaire 2022/2023, initialement prévue en septembre, jusqu'à novembre 2022. La réouverture des écoles n'a été effective qu'en début 2023, sans pour autant que tous les élèves reprennent le chemin de l'école. (voir HNO), ce qui les expose à des risques accrus d'utilisation et d' enrôlement dans les gangs.

Réponse planifiée par département



Tendances historiques

Près de la moitié de la population Haïtienne, a besoin d'une assistance humanitaire en 2023, un chiffre qui dépasse de 100 000 personnes les estimations record de 2020. Depuis 2010, l'année d'un séisme cataclysmique, Haïti a connu une succession de chocs naturels et d'urgences sanitaires (l'ouragan Matthew en 2016, la crise du COVID en 2020, le séisme de la péninsule Sud en 2021 et la résurgence du choléra en 2022), conjugués à une sévère insécurité croissante.

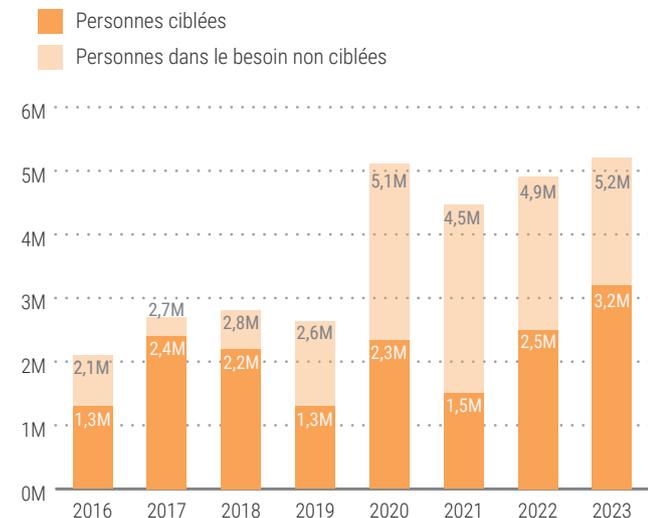
L'emprise progressive des gangs sur Port-au-Prince et les affrontements quotidiens pour le contrôle de territoires, y compris dans les régions agricoles du Nord et même dans le Sud du pays, ont entraîné le pays dans une spirale de violence engendrant une détérioration des indicateurs humanitaires. Le nombre de personnes déplacés internes dans la ZMPP du fait des violences urbaines a quant à lui doublé entre 2021 et 2022 (passant de 68 000 à plus de 155 000 personnes). Le nombre de personnes en insécurité alimentaire sévère est passé de 4,7 millions lors de l'analyse de septembre 2022 à 4,9 millions pour la période de projection mars – juin 2023. Le nombre d'enfants malnutris est estimé à 260 000 en 2023 soit 21 pour cent de plus qu'en 2022. Autant d'indicateurs qui attestent de la dégradation continue de la situation humanitaire.

En 2022, le Plan de Réponse Humanitaire (PRH) a été financé à hauteur de 50 pour cent, largement

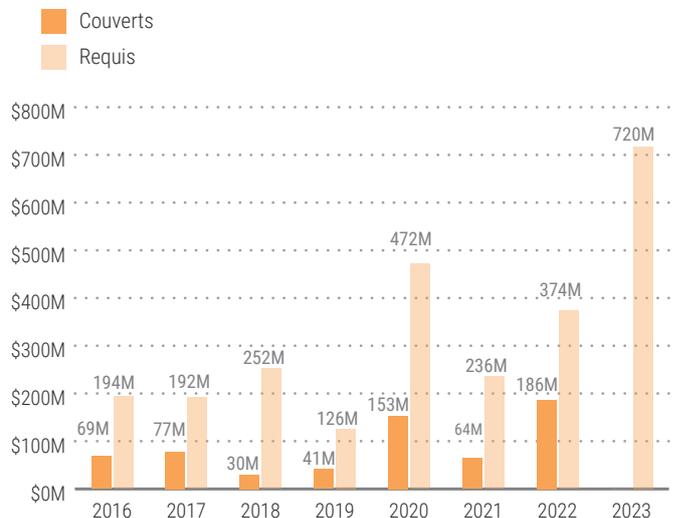
en raison de la réponse au choléra. La moyenne de financement du HRP n'a pas excédé 30 pour cent au cours de la période 2018-2022.

En 2023, les besoins en financements pour le PRH sont estimés à près de 720 millions USD, presque le double des financements requis en 2022, le montant le plus élevé depuis le tremblement de terre de 2010. Cette importante augmentation est expliquée par plusieurs facteurs, à savoir i) l'exacerbation des besoins, ii) l'explosion des coûts opérationnels essentiellement conséquence de l'insécurité et des contraintes d'accès et iii) l'impact global de la guerre en Ukraine sur l'inflation des prix en général et notamment des intrants humanitaires, qui n'a pas épargné Haïti. Ainsi en 2023 le coût humanitaire moyen par personne en Haïti a augmenté de 53 pour cent, passant de 149 à 229 USD/bénéficiaire.

NOMBRE DE PERSONNES DANS LE BESOIN VS CIBLÉES



BESOINS FINANCIERS (US\$)



Et si nous ne répondons pas ?

Abris et Biens non alimentaires

Sans un soutien à la hauteur des besoins, plus de 400 000 personnes n'auront pas accès à des abris adéquats ni à des articles essentiels. Cette situation exposera les personnes vulnérables, en particulier les femmes, les enfants, celles vivant avec un handicap et les personnes âgées à des conditions de vie non dignes et à des risques de protection extrêmes, y compris la violence basée sur le genre. De plus, en l'absence de logements adaptés, les disputes et les pressions familiales risquent d'augmenter, ce qui, ajouté au manque d'intimité des hommes et des femmes, peut conduire à plus de frustration et de violence contre les membres de la famille.

Coordination et gestion des camps

En cas de non-réalisation des interventions humanitaires prioritaires du secteur CCCM, les conditions de vie précaires des PDI passeront de difficiles à catastrophiques. Et seuls les quelques sites de déplacés internes accessibles pourraient continuer de recevoir une assistance partielle. Les conditions de vie dans les sites se dégraderont davantage et les problématiques de protection inhérentes aux sites ne seront pas adressées. Les personnes en situation de handicap seront laissées pour compte.

Eau potable, Assainissement et Hygiène

En l'absence de réponse, des conséquences majeures sur la vie des personnes affectées se manifesteront à travers l'apparition et/ou l'aggravation de maladies liées au manque d'eau, d'assainissement et d'hygiène, dont le choléra. Les conséquences en seront un accroissement de la morbidité et de la mortalité au sein de la population affectée.

Éducation

Si les conditions d'accès à l'éducation de qualité, si un contexte de protection et de sécurité favorable

n'est pas établi et si le secteur n'arrive pas à mobiliser des fonds et coordonner efficacement la réponse à moyen, court et long terme pour répondre aux besoins identifiés, il sera alors impossible d'arriver à une inversion de la tendance des besoins.

De plus, dans le contexte actuel d'Haïti, c'est l'école qui met le ton. Car quand les écoles, particulièrement celles situées dans des zones violentes et difficiles d'accès, fonctionnent, tout un ensemble d'activités économiques fonctionnent aussi : le transport public, les petits commerçants, etc. L'école est la seule chose qui maintient un semblant de vie aujourd'hui dans les zones complexes. Les problèmes ne sont pas uniquement liés aux jours de classes perdus, mais se manifestent par le traumatisme, la violence chez les enfants, les jeunes, les parents, et les enseignants.

Sécurité Alimentaire

Considérant la hausse du panier alimentaire atteignant 88 pour cent en février 2023 (rythme annuel), l'accès des familles vulnérables à l'alimentation resterait hypothéqué en 2023 sans l'intervention des acteurs. Divers chocs économiques ont entraîné une érosion du pouvoir d'achat des familles expérimentant une baisse de leurs capacités à couvrir leurs dépenses alimentaires. Se référant aux résultats du Rapport ENSSAN 2022 selon lequel 39 pour cent et 38 pour cent des enquêtés ont révélé respectivement le manque d'encadrement et le coût élevé des intrants comme facteurs limitant la performance agricole, les agriculteurs perdraient les opportunités de revenus et d'alimentation provenant des récoltes si un appui opportun n'est pas fourni pour assurer la campagne de printemps.

Dans le contexte de crise profonde en Haïti, l'action humanitaire et de développement combinée devrait prévenir, atténuer et renforcer la résilience aux chocs,

en apportant des solutions plus durables à l'insécurité alimentaire prolongée.

Santé

Le système de santé haïtien est au bord de l'effondrement et l'assiette fiscale reste précaire compte tenu de la profondeur et de la durée de la crise sécuritaire et économique. Si aucune réponse adéquate, en particulier financière, n'est assurée, l'impact de la crise sur l'excès de mortalité, en particulier chez les groupes les plus vulnérables (femmes enceintes, allaitantes et les enfants) sera catastrophique.

Nutrition

L'émaciation sévère est la forme la plus mortelle de la malnutrition aiguë, car les enfants souffrant d'émaciation sévère ont 12 fois plus de risques de mourir qu'un enfant bien nourri (référence : <https://www.unicef.fr/article/la-malnutrition-aigue-menace-la-vie-de-millions-denfants-vulnerables/>). Par conséquent si les enfants qui souffrent de la malnutrition aiguë sévère ne bénéficient pas d'une prise en charge rapide et de qualité, les taux de mortalité parmi ces enfants seront élevés. Ces interventions sont directement liées à la survie de milliers d'enfants et doivent être accessibles partout, en tout temps sans discrimination.

Comment contribuer?

Contribuer au Plan de Réponse Humanitaire

Pour consulter l'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et le Plan de réponse humanitaire (HRP), ainsi que les rapports de suivi de la réponse (PMR) et contribuer au financement de ce plan, en appuyant les organisations qui participent à sa mise en œuvre, veuillez visiter les sites internet :

<https://response.reliefweb.int/haiti>

<https://reliefweb.int/country/hti>

fts.unocha.org

Contribuer via le Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF)

Le CERF constitue un instrument de financement humanitaire offrant désormais trois types d'opportunités de financement. Premièrement, le CERF apporte un financement initial et rapide lors de nouvelles crises et urgences humanitaires. Deuxièmement, le CERF peut offrir du financement pour les opérations et les crises humanitaires sous-financées ou oubliées. Une troisième fenêtre, encore en étape d'expérimentation, permet d'anticiper les événements et les chocs. Le Fonds CERF, qui est un fonds commun unique géré par OCHA, tient compte uniquement des actions humanitaires urgentes et de première nécessité pour sauver des vies. Le fonds reçoit des contributions essentiellement des gouvernements, mais également de fondations, de compagnies privées, d'associations caritatives et de particuliers.

Pour avoir plus d'informations sur le CERF et son fonctionnement, et pour y contribuer, veuillez visiter le site internet du CERF :

<https://cerf.un.org/>